Incendie Bolloré Logistics : une exigence de transparence et de vigilance

Temps de lecture

3 minutes

- Publié le 19/01/2023 - 11:42 Mis à jour le 19/01/2023 - 11:42

Mardi 17 janvier, moins de vingt-quatre heures après qu'un incendie s'est déclaré sur le site de l'entreprise Bolloré Logistics, Nicolas Mayer-Rossignol, Président de la Métropole Rouen Normandie et Julie Lesage, Maire de Grand-Couronne, ont retrouvé les équipes d'intervention sur place pour dresser un premier bilan de la situation.

À 16h30, lundi 16 janvier, le feu a débuté au sein d'un entrepôt dans lequel étaient stockées 1200 batteries au lithium et des pièces détachées automobiles avec notamment près de 70 000 pneus. À 23h30, l'incendie des cellules de l'entreprise Bolloré Logistics et de la société Districash était circonscrit. Mais durant la nuit, vers 3h30, un nouveau départ de feu était observé dans une autre

cellule, sur le même site, occupée par la société Ziegler, abritant du textile et des palettes. À 6 heures du matin, mardi 17 janvier, ce nouvel incendie était circonscrit à son tour et l'ensemble du site sécurisé grâce à l'intervention de plus d'une centaine de pompiers. Sur le plan humain, aucune victime n'est à déplorer.

Dès son arrivée sur place, Nicolas Mayer-Rossignol a tenu à remercier les pompiers, les agents de l'État et les agents communaux pour leur travail et leur engagement. "*Il est aussi de mon devoir de venir chercher ici des réponses aux questions que se posent les habitants et de prendre en compte leur légitime inquiétude.*" Pour de nombreux habitants, cet incendie fait bien sûr écho au drame du 26 septembre 2019 avec l'incendie du site industriel de Lubrizol et Normandie Logistique. " *Un enjeu d'autant plus important que le département de la Seine-Maritime est le plus exposé en France en matière de sécurité industrielle.*"

Dans un tel contexte, Nicolas Mayer-Rossignol a évoqué plusieurs attentes. Et d'abord, davantage de moyens matériels et humains. "*Ils existent mais ils méritent d'être amplifiés avec des outils aussi spécifiques que les bras élévateurs aériens qui sont à l'œuvre sur cet incendie.*" Ensuite, dans le registre des inspections, et suite à l'incendie de Lubrizol, des engagements avaient été pris pour renforcer les services de l'État sur le terrain. "*Des effectifs supplémentaires ont été déployés en effet mais ils ne sont pas suffisants. Il faut plus de contrôl*e", a indiqué Nicolas Mayer-Rossignol. Concernant la réglementation aussi, le Président de la Métropole Rouen Normandie a souhaité que des améliorations soient apportées aux technologies de fabrication des batteries au lithium. Parmi les hypothèses évoquées pour le départ de feu, l'auto-combustion de ces batteries serait une piste possible. Enfin, il a été question de transparence. "*Nous avons besoin d'améliorer l'information et la communication. La Métropole a fait sa part en envoyant un SMS dès 18h12 aux abonnés du système d'alerte des risques naturels et industriels, relayé par l'application Rouen Métropole dans ma poche. Nous travaillons également en amont sur la culture du risque mais ça ne suffit pas et nous pouvons progresser, sans jamais nous substituer aux services de l'État*."

Pour les prochaines heures et les prochains jours, et tandis que les causes de l'incendie restent à identifier, Nicolas Mayer-Rossignol a exprimé d'autres exigences. "*Nous demandons une transparence totale et immédiate, notamment sur la question de la pollution de l'air et de l'eau. Pour que des mesures soient comprises et acceptées, il faut qu'il y ait de l'information, et qu'elle soit diffusée, rapidement et clairement. C'est ce que nous demandons aujourd'hui à l'État.*"